

# LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 20 OCTOBRE 2015

## SOMMAIRE

- 1) Passe-temps qui commence...
- 2) Le succès
- 3) Camba est heureux !
- 4) La grande conférence
- 5) Stop au plaisir...
- 6) La logique d'Hollande

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Elections régionales: Le Parti de gauche balance un document compromettant pour Julien Dray



Julien Dray sur BFMTV, le 29 mars 2015. - BFMTV

JULIEN DRAY  
VICE-PRÉS. PS CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

En politique, le jet de boules puantes est un passe-temps comme un autre. Et qui se pratique de plus en plus à l'approche d'une quelconque élection. Autant dire que les élections régionales prévues en décembre prochain font monter la pression et attisent les inimitiés, à gauche, surtout, qui ne cesse de se disputer sur la stratégie à adopter.

Dimanche, c'est Julien Dray qui a attaqué la « posture » de Jean-Luc Mélenchon sur le dossier Air France, en disant aux syndicalistes : « Continuez ». « En face, on s'armera aussi, on durcira les lois », a prévenu Julien Dray... ex-proche de Mélenchon au PS, lorsqu'ils militaient dans le même courant.

*Julien Dray mis à mal par un enregistrement dévoilé par le Parti de Gauche*

<http://dai.ly/x3a750t>

### Pour Dray, Cambadélis est un « fainéant »

Un tacle qui n'a pas été apprécié du côté du Parti de gauche (PG), dont le secrétaire national, Alexis Corbière, par ailleurs proche de Mélenchon, a publié sur son blog un enregistrement, non daté, mettant en scène Julien Dray en train de critiquer ses « camarades » devant un auditoire.



Parti de Gauche (PG) Compte certifié @LePG  
[@alexiscorbiere] : Pour Julien Dray, Cambadélis et Bartolone sont des « fainéants », des « manipulats...  
<http://bit.ly/1khhcQI> #PG #FDG

Dans cet extrait non daté, on entend le socialiste qualifier Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, et Claude Bartolone, candidat PS à la région IDF, de « fainéants » et de « manipulateurs ». « Moi, je les connais, lance Dray, il faut les démasquer. Maintenant, ils se cachent derrière Martine, mais il y a deux patrons là-dedans (au PS), deux grands fainéants devant l'éternel. » Et d'insister : « Cambadélis est le plus grand fainéant que je connaisse, insiste Dray. C'est un député qui n'a jamais pris la parole à l'Assemblée nationale ». Avec eux, « c'est toujours la catastrophe », dit-il aussi, faisant référence à 2002 mais aussi aux Européennes de 2009, tout en évoquant dans un futur proche les

### Un contexte particulier

Vu les propos de Julien Dray, on peut toutefois imaginer que cette discussion se tient peu de temps après l'élection de Martine Aubry à la tête du PS en 2009, dans des conditions décriées, mais surtout aidées par les fabiusiens de l'époque, représentés par Bartolone, et les strauss-khaniens de l'époque, représentés par Cambadélis.

Sur son blog, Alexis Corbière se justifie ainsi : « Depuis quelque temps, l'ancien député et actuellement tête de liste PS aux élections régionales dans le Val-de-Marne Julien Dray s'est fixé une tâche : engager systématiquement le bras de fer contre Jean-Luc Mélenchon et ses amis. (...) Dans ses interviews, le cœur sur la main, il est toujours solidaire de Jean-Christophe Cambadélis et de Claude Bartolone. Mais, dans le document audio qui suit, on découvre (pour ceux qui en doutaient) que derrière les propos convenus et une langue de bois de circonstances pour vanter l'habileté de la direction actuelle du PS, la vérité semble que Julien Dray pense radicalement l'inverse ».



LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Référendum au PS : plus de 250 000 votants, «un succès»



Jean-Christophe Cambadélis au siège du PS, rue de Solférino, dimanche 18 octobre. Photo: Marc Chaumeil

Par Rachid Laïreche

**A l'issue du scrutin, le «oui» pour l'unité de la gauche frôlait les 90 %. Ce qui semble réjouir tout le monde à Solférino, malgré des régionales qui s'annoncent compliquées.**

Dimanche soir, Solférino: Jean-Christophe Cambadélis se pointe avec le sourire et une phrase, courte: «C'est un succès.» Il se félicite des 251 327 votants lors du référendum organisé par le PS. Le «oui» pour l'unité de la gauche aux élections régionales frôle les 90 %. «Ce n'est pas un flop mais un top», dit-il content de son slogan. Au fil des secondes, le premier secrétaire du PS parle de la visibilité des socialistes grâce à l'organisation du référendum. En conclusion, il annonce deux nouvelles initiatives. La première ? Une lettre à toutes les têtes de listes «de gauche» dans les régions de France pour prendre le contact et trouver un accord. La seconde ? Une lettre mensuelle aux «compagnons de l'unité», c'est-à-dire les 251 327. L'encre coule à Solférino.

On tombe sur Julien Dray, l'instigateur du référendum, devant le siège du PS. Il a l'air, visiblement, «content de son coup» malgré des béquilles: la faute à une rupture du tendon d'achille. «Depuis trois jours on est au centre de l'actualité, le PS est de nouveau au cœur des régionales. Et l'histoire retiendra que nous avons été, à gauche, les premiers à nous battre pour l'unité: ce n'est pas rien et ce n'est que le début de notre combat pour le rassemblement», argumente la tête de liste PS dans le Val de Marne, avant de s'éclipser au ralenti.

### Trolls et plainte contre X

Tout au long du week-end, le référendum a été copieusement moqué par des trolls. Plusieurs journalistes ont assuré sur les réseaux sociaux qu'ils s'étaient amusés à voter sous des noms empruntés à des personnalités, comme le numéro un du PS Jean-Christophe Cambadélis, la patronne des écolos, Emmanuelle Cosse ou le chanteur Francis Lalanne. Une méthode «scandaleuse», selon le premier secrétaire du PS. Dans la foulée, le Parti socialiste a décidé de

porter plainte contre X pour «faux et usage de faux». Pas suffisant pour ôter le doute des sceptiques sur la fiabilité des résultats.

Quelques minutes avant le résultat organisé par le PS, un autre score est tombé: celui du référendum organisé par Julien Bayou et Caroline De Haas. A la question, «Face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous que le gouvernement tienne ses engagements et mène une politique de gauche ?», 10 423 personnes ont répondu. Le oui a gagné avec 96,4% des voix. Ce dimanche soir, tout le monde avait le sourire à gauche. Normal, tout le monde a gagné. Très vite, les mines risquent de changer avec les régionales qui déboulent: elles s'annoncent très compliquées.

Rachid Laïreche



### III) Cambadélis se plaint dans son union de la gauche fictive

Par stéphane allières-mediapart.fr

**Le premier secrétaire du PS a-t-il raison de se gargariser autant qu'il le fait de son référendum militant, en faveur de « l'unité » ? Assurément, car il le conforte dans son univers parallèle.**

Même son sens de la formule semble pâtir de son manque de sincérité. En délivrant un faible « C'est le top, pas le flop », là où on l'a connu plus lyrique dans ses aphorismes, Jean-Christophe Cambadélis trahit un soupçon de lucidité dans l'univers parallèle qu'il s'évertue à construire, en guise de paysage politique à gauche. Un monde où la réalité des faits n'a plus grand sens, mais où compte avant tout sa propre perception des événements.

Certes, le nombre de convaincus (environ 250 000, assure le PS) est bien loin des 3 millions de votants de la primaire de 2011, n'atteint même pas l'effectif du PS en 2007 (280 000 militants après la campagne d'adhésion à 20 euros), et se

situe à peine au-dessus du référendum du Parti de gauche sur le «référendum révocatoire» organisé il y a un an (180 000 votants annoncés, pour quatre fois moins de bureaux de vote et sans vote électronique). Certes, le contre-référendum réclamant une politique de gauche pour le gouvernement, organisé par Julien Bayou, Caroline de Haas et Elliott Lepers, a recueilli plus de 10 000 votes sur internet, sans grande médiatisation ni relais politiques. Certes, une trentaine de fédérations socialistes –donc de départements- ont choisi de ne pas se mobiliser.

Mais rien de tout cela n'obscurcira la vision idyllique de Jean-Christophe Cambadélis. De son point de vue, il a toutes les raisons de se réjouir. Son référendum a mobilisé les derniers militants qui y croient encore dans le parti, et notamment dans ses bastions historiques (Région parisienne, Bouches-du-Rhône, Nord, Haute-Garonne). Aucun jet de tomates n'est à déplorer, et ils ont pu discuter avec de vrais gens (en tout cas, parmi ceux qui ont les moyens de faire leur marché). Les médias ont parlé du PS durant le week-end. Et quelques milliers de sympathisants ont aussi accepté de laisser leur adresse électronique.

*Référendum : Conférence de presse de Jean-Christophe Cambadélis*

<http://dai.ly/x3a39yi>

Cela suffit au bonheur de « Camba », lui qui n'a d'autre ambition que de sauver le PS et de s'y maintenir à sa tête. Cela commence donc par souder ceux qui restent, et c'est bien là l'essentiel. Le premier secrétaire ne dit pas autre chose, quand il parle de « succès organisationnel ». Comme au bon vieux temps de l'OCI lambertiste de sa jeunesse, ce qui compte, c'est que les « tâches » soient bien faites. Et comme pour s'inscrire dans cette continuité, le voilà capable de promettre l'envoi d'un bulletin de liaison (« la lettre mensuelle aux compagnons de l'unité ») à tous ceux qui parmi les votants ont décidé de laisser leur adresse mail.

Bien que problématique d'un point de vue éthique, l'amateurisme lié à l'organisation du vote et les suspicions de bourrage d'urnes sont objectivement secondaires. Que l'on puisse voter plusieurs fois via internet (avec donc aucun contrôle sur l'adresse IP) ou même sur les

marchés, où l'on ne demande pas de carte d'identité, n'est en soi pas un scandale. Les conditions de sincérité du scrutin n'étaient pas non plus irréprochables lors des votations populaires pour le droit de vote des étrangers contre la privatisation de la Poste. Cela a même permis d'occuper les journalistes et donc de parler, même en mal, du référendum du PS. Et cela suffit au bonheur de Cambadélis.

De toute façon, dans l'univers parallèle de Solférino, le résultat n'a guère d'importance. Il se situe pile-poil entre la première et la deuxième estimation espérée par le patron du PS. Il avait d'abord fixé 300 000 votants comme objectif, puis finalement 200 000. Au final, ils sont environ 250 000. Les choses sont bien faites, surtout quand elles ne sont qu'un prétexte.

Si ce vote avait été sérieux, le parti aurait attendu la validation des suffrages par sa Haute-autorité (qui a prévu d'effectuer un contrôle aléatoire sur les votes physiques et électroniques, de concert avec la Cnil). S'il y avait réellement eu un enjeu, Cambadélis aurait disséqué les résultats du vote, région par région, et fait semblant de réfléchir le dimanche soir à la rédaction d'une lettre à ses partenaires de gauche. Mais non, celle-ci était déjà prête, et le discours est exactement le même après le week-end qu'avant, renforçant son caractère "Potemkine", destiné à se rassurer et à ne surtout pas risquer de percer la bulle d'autosatisfaction béate dans laquelle il est si agréable de se mouvoir.

Comme pour l'obtention de ses diplômes, seul compte le résultat et qu'importe la manière ou les arrangements avec un processus habituel, il suffit de le contourner. De la même façon qu'il peut se revendiquer universitaire ou intellectuel par la grâce de dispenses d'examen et d'une thèse de circonstance, Cambadélis peut asséner que « l'unité a de la dynamique et la division est en recul », même s'il n'y a que lui pour y croire.

De la part de celui qui a imaginé les « Assises de la transformation sociale » en 1994, prélude à la gauche plurielle de Jospin, quel étrange comportement. Un processus d'unité de la gauche entamé par la direction du parti devrait passer par des rencontres régulières, la mise en œuvre d'un programme commun, à tout le moins d'une plateforme, des campagnes de mobilisation collective avec les syndicats et les associations, et des accords électoraux en découlant

naturellement. Oui mais quand le PS fait cela, c'est qu'il est dans l'opposition au gouvernement.

Au pouvoir, il s'agit donc de faire le contraire, en cherchant à culpabiliser cyniquement et malhablement ses partenaires traditionnels, tout en faisant accord avec tous les dissidents écologistes possibles, et prendre bien soin de ne jamais parler des raisons de fonds expliquant l'absence d'unité : la politique du gouvernement.

Comme un symbole, la lettre envoyée aux responsables des autres partis en dit long sur la vision de l'unité de la gauche par le PS « en responsabilité » : écrite de traviole, elle ne concerne que deux partis (EELV et le PCF) et ignore toute autre force contestant l'orientation gouvernementale, et ne défend comme seule ambition qu'un « pacte de fraternité » vide de tout contenu. Aujourd'hui, l'union de la gauche se résumerait ainsi à « défendre » les bilans communs, « souligner » que la droite c'est mal, « dire ensemble » que l'extrême droite c'est très mal et « réagir ensemble » entre deux tours, si le FN est en passe de remporter une région, mais sans dire pour quoi faire.

<https://www.scribd.com/doc/285777821/Lettre-Aux-Chefs-de-File-EELV-PCF-18102015>

A la veille du vote d'un budget qui devrait être voté sans encombre par le gouvernement, le référendum de Cambadélis a juste eu l'inconvénient de réveiller les anciens opposants internes du dernier congrès du PS, et leur chef de file le député Christian Paul. Dans une lettre ouverte au premier secrétaire, cosignée de la plupart des ex-frondeurs (lire ici), ils tentent de ramener la réalité sur le devant de la scène socialiste, estimant le « diagnostic » de Cambadélis « erroné » et enfermant « le parti socialiste dans une attitude défensive et impuissante », des « démarches factices, avec pour béquilles deux ou trois formations éphémères, qui participent plus à la confusion qu'à l'union ». A leurs yeux, « c'est la déception qui produit la dispersion à gauche » et « la perte du soutien populaire qui nous rend vulnérables à toutes les tentations de dispersion ».

Mais pour Cambadélis, ce réveil de l'opposition interne n'est pas un problème. Dans son univers parallèle, l'opposition interne n'existe plus. Si en plus elle a perdu le congrès, le champs est libre pour continuer à construire un bel avenir fantasmé.

## IV) Les grands enjeux de la Conférence sociale pour l'emploi



Par Denis Demonpion

**Chômage, licenciements, violence... c'est dans un climat particulièrement tendu que François Hollande rencontre lundi les partenaires sociaux. La CGT boude les réjouissances.**



Manuel Valls, François Hollande et la ministre du Travail, Myriam El Khomri, sur le perron de l'Elysée. (AFP PHOTO/ ALAIN JOCARD)

Chômage persistant, vagues de licenciements, violences... le contexte social s'avère particulièrement tendu. Mais François Hollande, partisan déclaré du "dialogue social", ne semble pas s'en alarmer outre mesure, à l'heure de la 4<sup>e</sup> Conférence sociale pour l'emploi, organisée ce lundi 19 octobre au Palais d'Iéna à Paris sous son égide, en présence des partenaires sociaux.

Si les représentants du patronat (Medef, CGPME, UPA) ont tous répondu à l'appel, il n'en va pas de même pour ceux des confédérations syndicales, la CGT ayant déclaré forfait, se refusant à "cautionner les discours actuels affirmant que la violence se situe du côté des salariés ».

Autre absent : l'Union syndicale Solidaires qui a décliné l'invitation à ce "raout" alors que le chômage augmente et que les droits des travailleurs sont remis en cause.

### Un climat social lourd

Le climat peut paraître lourd, l'Elysée ne s'en alarme pas plus que ça. En apparence en tout cas. "On ne peut pas dire qu'il y ait une conflictualité nouvelle en France", note-on dans l'entourage du chef de l'Etat.

François Hollande ne pense pas qu'un "évènement" comme les violences commises à Air France contre des cadres de la compagnie par des militants CGT, suite à l'annonce d'un plan de licenciements de 2.900 salariés, "reflète une crise sociale latente". On se félicite même à l'Elysée du nombre "extrêmement bas" des jours de grève ces derniers mois.

"Le contact n'est pas rompu avec la CGT", précise-t-on à la présidence de la République, où l'on n'entendait pas intervenir auprès de la centrale syndicale pour que celle-ci revienne sur sa décision de sécher la rencontre de lundi.

### Le plan de vol de Hollande

Présentée comme un moment de "cristallisation" des réformes qui ont été entreprises et menées à bien (sur la formation, la sécurisation de l'emploi et la modernisation du dialogue social) et celles que le président entend engager avant la fin du quinquennat, la Conférence sociale est cette année organisée autour de trois thèmes – "les enjeux fondamentaux auxquels est confronté le monde du travail", dit-on au ministère du Travail.

Les interventions du président de la République en lever de rideau, puis du Premier ministre, Manuel Valls, en clôture, devraient contribuer à "dessiner le plan de vol" pour le reste du mandat présidentiel.

Le premier de ces thèmes est relatif à **la sécurisation des parcours professionnels et la création du compte personnel d'activité, le CPA**, créé pour permettre aux travailleurs de capitaliser leur vie durant les droits sociaux accumulés, même en cas d'interruption de leur activité professionnelle. Il devrait entrer en vigueur début 2017.

Le deuxième concerne **la transition énergétique, son impact sur l'emploi et la formation, la croissance verte**, ceci dans la perspective de la COP21, la conférence mondiale sur le climat que Paris accueillera du 30 novembre au 11 décembre prochains.

Le troisième, intitulé "Nouvelle France industrielle et transformation numérique", est consacré aux conséquences de la mutation technologique dans les entreprises et bien évidemment les salariés.

Chacune de ces tables rondes sera placée respectivement sous la présidence de ministres : Myriam El Khomri (Travail, Emploi, Formation) pour la première, Ségolène Royal (Ecologie, Développement durable et Energie) pour la deuxième et Emmanuel Macron (Economie, Industrie et Numérique) pour la troisième.

Denis Demonpion

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

Alors que le grand raout gouvernemental ouvre ses portes aujourd'hui, la CGT comptera parmi les absents. Mépris de la démocratie sociale, colère des salariés, arbitrage en faveur du patronat... «Trop, c'est trop», explique son secrétaire général, Philippe Martinez.

La quatrième conférence sociale du quinquennat Hollande s'ouvre aujourd'hui. Au menu de ce grand raout qui, cette fois, se veut «thématique» : la COP21 sur le climat, la transformation numérique du travail, le compte personnel d'activité. L'occasion surtout, pour le gouvernement, de donner à voir sa feuille de route d'ici à 2017, sous couvert de promotion en grande pompe du «dialogue social», alors même que la démocratie ne cesse d'être bafouée au sein comme à l'extérieur des entreprises. Air France, STX, mais aussi lois Rebsamen ou Macron, «le mécontentement est là», juge le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, qui, dans nos colonnes, explique le sens de «l'alerte» qu'il entend envoyer au gouvernement en refusant de participer à la conférence sociale et de cautionner ses choix libéraux. D'autant que ce même gouvernement manœuvrait en coulisse encore vendredi pour mieux, ce week-end, se féliciter d'un accord qui fait de l'allongement de l'âge du départ à la retraite la norme.

**La CGT a décidé de boycotter la conférence sociale, ce rendez-vous est-il, selon vous, dénué d'enjeu ?**

**Philippe Martinez** Cette décision est avant tout un nouveau message d'alerte au gouvernement : il est temps d'arrêter de faire plaisir au patronat et de s'occuper de la situation des salariés. Depuis plusieurs mois, la CGT propose d'inscrire leurs préoccupations à l'ordre du jour de cette conférence sociale avec la question des salaires et du temps de travail, notamment. Le gouvernement n'en a pas tenu compte. Dans le même temps, en première partie du programme, nous sommes invités à écouter des experts, souvent patronaux, sans pouvoir véritablement donner notre avis. Le gouvernement affirme que l'on pourra s'exprimer puisqu'une réunion informelle est prévue avec le président de la République. Une heure de réunion officielle, huit organisations syndicales dont cinq de salariés et trois patronales. Le dialogue n'existe pas. Enfin, il y a la situation sociale. Air France et tout le reste. Plutôt que de s'intéresser au sort des possibles 3 000 licenciés, le gouvernement traite les salariés qui combattent ce plan de restructuration de «voyous». Trop c'est

**V) Philippe Martinez « Il est temps d'arrêter de faire plaisir au patronat »**



AFP

Philippe Martinez est Secrétaire général de la CGT

Entretien réalisé par Julia Hamlaoui

trop.

**Quelle est votre opinion sur le compte personnel d'activité, dont François Hollande veut faire l'une de ses mesures phares et qui sera au menu aujourd'hui ?**

**Philippe Martinez** Depuis dix ans, la CGT porte l'idée d'une sécurité sociale professionnelle. C'est une proposition très innovante de progrès social pour que les salariés, quel que soit leur parcours professionnel, voient leurs compétences reconnues et ne perdent pas leur droit en changeant d'employeur. Régulièrement, les gouvernements successifs font référence à cette notion. L'important n'est cependant pas le titre mais le contenu. Nous sommes prêts, nous l'avons dit, à une négociation sur une véritable sécurité sociale professionnelle. Mais celle-ci ne doit pas s'ouvrir sur une porte déjà fermée. Le problème, en l'occurrence, c'est qu'à la conférence sociale, le rapport de France Stratégie, sur le compte personnel d'activité, sera présenté avec un minimum de débats. Puis, le premier ministre présentera la feuille de route du gouvernement en se prévalant d'avoir écouté les syndicats. Ce n'est pas notre conception de la négociation.

**Depuis les événements à Air France, vous constatez une forte colère chez les salariés et vos syndiqués, pourtant, la mobilisation du 8 octobre dernier n'a pas été un raz-de-marée. Comment expliquez-vous cette contradiction du mouvement social ?**

**Philippe Martinez** Le mécontentement ne se mesure pas uniquement dans les mobilisations interprofessionnelles. Mais aussi au nombre de conflits dans les entreprises. Et ils sont nombreux. Le 8 octobre, par exemple, j'étais en manifestation à Saint-Étienne et, à midi, j'étais sur un piquet de grève avec les salariés de Prosegur qui se sont battus contre une direction qui voulait remettre en cause leurs acquis sociaux. Le mécontentement est là, il s'exprime parfois plus fort dans les entreprises. À nous de convaincre qu'il est nécessaire de se rassembler. Avec des dirigeants qui ne cessent d'expliquer que faciliter les licenciements est la seule façon de s'en sortir, la CGT doit redoubler d'efforts, de discussions, de débats.

C'est ce que nous faisons avec notre plan de rencontre des syndicats, des syndiqués et des salariés. Nous disons : «Attention, le chemin sur lequel ils nous emmènent est celui du chômage. Mais on peut travailler à d'autres perspectives.»

**Les mesures gouvernementales accréditent la thèse d'un «coût du travail» qui serait trop important. Ce faisant, François Hollande, malgré ses appels au dialogue social, en durcit-il, selon vous, les conditions ?**

**Philippe Martinez** Depuis des années, on nous explique qu'aider à licencier créera de l'emploi. C'est un paradoxe assez monumental. De même, on prétend que tout s'arrangera en donnant de plus en plus d'argent aux patrons, sous forme de crédit d'impôt ou d'exonération de cotisations. Est-ce que cela a inversé la courbe du chômage ? Non, le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter. Mais on continue de nous expliquer que nous n'avons rien compris. Cela ne fait que renforcer la colère des salariés. On ne peut pas cautionner de telles politiques. Comble du comble, Manuel Valls prétend désormais que la CGT est responsable de tous les maux dans ce pays, y compris d'un possible échec de la gauche aux prochaines élections. Les sommets du cynisme et de la fuite en avant sont atteints : qui mène la politique dans ce pays, qui mène le gouvernement ? Chacun doit assumer ses responsabilités. La politique du gouvernement est critiquée. Le seul responsable, c'est celui qui la conduit.

**Manuel Valls tente de vous renvoyer la balle en déclarant que refuser le dialogue «ne fait pas avancer la société». Que répondez-vous ?**

**Philippe Martinez** La CGT participe à toutes les négociations et porte la voix des salariés. Que fait le gouvernement ? Avec la loi Rebsamen, il a pris la main sur une négociation qui n'avait obtenu aucune signature et a inscrit dans la loi ce que demandait le Medef. Le gouvernement déclare également qu'il faut respecter la représentativité et les accords majoritaires. Dans la fonction publique, sa propre entreprise en quelque sorte, il vient de valider un accord minoritaire. Sont-ce là les signes d'une volonté de dialogue et de respect de la démocratie sociale ? Je renvoie la balle dans le camp du gouvernement. En matière de chômage, de recul du pouvoir d'achat, de retraite, il est l'unique responsable de la politique menée.

**La négociation qui s'est achevée vendredi sur les retraites complémentaires est-elle une nouvelle illustration de cette impasse ?**

**Philippe Martinez** Tout à fait. Non seulement l'objectif est à nouveau de réduire les dépenses mais dans les 6 milliards d'euros d'économies demandés, ce sont les salariés et les retraités qui

payeront 5,4milliards, quand le patronat donnera 600millions. On est loin du 50/50, du donnant-donnant. Très loin de l'équité. De plus, cet accord officialise le rallongement de l'âge de départ à la retraite. Le gouvernement cautionnera-t-il la retraite à 65 ans ?

**Dans ce contexte de reculs sociaux et de colère, quelles mesures d'urgence proposez-vous ?**

**Philippe Martinez** De l'argent, il y en a beaucoup, sauf qu'une grande partie atterrit directement dans les poches des actionnaires, souvent de l'argent public, celui de nos impôts. Il faut inverser cette tendance. L'argent donné au patronat doit servir à augmenter les salaires, à réduire le temps de travail, à financer les services publics. Dans les hôpitaux, par exemple, la situation des personnels est dramatique. Plutôt que de toujours faire payer les salariés et d'exiger des mesures drastiques d'austérité au nom de la réduction des dépenses publiques, développons l'emploi et les salaires. Ce qui permettrait, de surcroît, d'assurer le financement de la protection sociale grâce à de nouvelles rentrées de cotisations sociales.

**La concurrence internationale est souvent invoquée pour couper court à cette**

**Philippe Martinez** Si la modernité, c'est revenir au Moyen Âge, par exemple en ne disant rien sur la situation des salariées des compagnies aériennes du Qatar ou des Émirats qui doivent demander la permission pour se marier ou faire des enfants, nous n'en avons pas la même conception. Nous nous battons non pas pour que tout le monde vive le pire en choisissant comme objectif des références de déréglementations sociales partout sur la planète, mais pour le mieux-disant social pour tous. Pour cela, nous agissons dans un cadre national mais aussi européen et international. Travaillons pour l'immense majorité des citoyens que sont les salariés et non pas pour une minorité qui spéculé et confisque le fruit du travail des autres.

**l'Humanité.fr**

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## **VI) Conférence sociale : Jean-Claude Mailly (FO) dénonce la « logique binaire et caricaturale » de Hollande**

*Conférence sociale : Jean-Claude Mailly (FO) dénonce la « logique binaire et caricaturale » de Hollande*

<http://dai.ly/x3a6xnw>

Les réactions à la conférence sociale sont pour le moins variées chez les syndicats. Les organisations syndicales sont clairement divisées après l'intervention de François Hollande.

Interrogé par Public Sénat, le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a dénoncé la « logique binaire et caricaturale » de François Hollande, qui propose la réforme ou la rupture. « En gros, la réforme, c'est être d'accord avec lui et la position du gouvernement. Et si on n'est pas d'accord, c'est la rupture. On est pour la réforme, à condition quelle soit bonne. Or il y a plein de projets et de décisions prises qui ne nous conviennent pas. Ce n'est pas une logique aussi simple que ça ».

« J'ai l'habitude de dire les choses en direct. J'ai expliqué (à François Hollande) pourquoi nous étions en opposition avec la politique économique et sociale du gouvernement. J'ai dit que l'austérité était suicidaire, y compris démocratiquement » a affirmé Jean-Claude Mailly. « Le problème, c'est le contenu du dialogue. Quand le résultat du dialogue ce sont des régressions sociales, je considère que ce n'est pas bon signe ».

Pour Bernadette Groison, de la FSU, « cette conférence sociale est à bout de souffle », sa préparation a été « poussive » et le président use d'une « mauvaise méthode ». « Si la conférence sociale n'est qu'une chambre d'enregistrement, ce n'est pas du dialogue social », « on ne peut pas dire qu'il y a des bons qui signeraient et des mauvais qui ne signeraient pas ». Le dialogue social, ce devrait être « discuter avec l'ensemble des organisations » en vue de « partager ».

L'événement est boycotté par la CGT. « Etant donné le fond et la forme donnés à la conférence sociale et en tenant compte du contexte social tendu avec notamment le cas d'Air France et des

derniers développements, nous avons considéré que nous ne pouvions pas être entendus », avait expliqué mercredi le numéro un de la centrale, Philippe Martinez. La CGT, selon lui, souhaitait évoquer à cette rencontre la question des « salaires et la réduction du temps de travail », thèmes qui ne figurent pas à l'ordre du jour de la conférence. Vendredi, il l'a qualifié de « grand show médiatique du gouvernement ».

A l'inverse, le patron de la CFDT Laurent Berger, accueille bien l'événement. « Il faut du dialogue social, je sais que ça ne fait pas rêver les foules, que le temps est à l'outrance mais moi je suis constructif et combatif ». Il a salué comme une « bonne chose » l'annonce du financement de 150.000 formations prioritaires pour les chômeurs en 2016, contre 100.000 en 2015.

Carole Couvert (CFE-CGC) a reconnu « plusieurs points positifs », à commencer par le fait que le président a « salué le travail courageux des organisations qui s'engagent dans la réforme », valorisé l'importance « des accords » pour réformer et « entendu notre demande d'une cartographie des filières industrielles menacées de disparition ».

François Asselin, de la CGPME, « le dialogue social n'est absolument pas enrayé » même si « dans une entreprise fort connue il y a eu des événements malheureux », citant pour preuve l'accord trouvé vendredi sur les retraites complémentaires. Il a salué une « discussion relativement fluide » en matinée avec le président. Mais « est-ce que le président sera prêt à engager les réformes qui s'imposeront ? C'est l'enjeu ».

Jean-Pierre Crouzet (UPA) a dit l'importance de s'attaquer aux « 400 à 600.000 emplois non pourvus », et de « poursuivre les réformes de l'apprentissage », qui « vont dans le bon sens, mais sont insuffisantes ».

Pour Luc Bérille, de l'Unsa, le président a livré « un plaidoyer en faveur du dialogue social, ce qui est la moindre des choses à une conférence sociale ». « J'attends beaucoup de la feuille de route qui pourra sortir de cette discussion ».

Enfin Philippe Louis, de la CFTC, a estimé, contrairement à Philippe Martinez que le pays « n'était pas au bord de l'explosion sociale ». La question posée est de savoir « comment faire pour que tous les salariés puissent bénéficier d'une protection sociale » alors que les vies professionnelles ne sont plus linéaires et que se

développent des nouvelles formes d'emploi. « Les solutions passent par le pragmatisme, le compte personnel d'activité est un outil ».

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**